

Pour appuyer les ménages dans leur stratégie de survie et de gestion de la crise, l'Etat et ses partenaires techniques et financiers ont déployé diverses stratégies d'interventions allant de la distribution gratuite des vivres, la vaccination, le déparasitage et distribution de CMV, le déstockage et la distribution viande, la vente des céréales et des aliments bétail à prix modéré, la reconstitution du cheptel et les actions de sensibilisation et du plaidoyer.

7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

7.1 Conclusion

Il ressort de cette étude que toutes les catégories des ménages ont été affectées par la décapitalisation même si les petits éleveurs semblent être les plus frappés avec plus de 90% de perte de bétail.

La crise pastorale 2009/2010 avait entraîné une perte globale de 4 851 041 têtes de bétail toutes espèces et causes confondues soit 24,04% du cheptel de la zone d'étude. De cette perte globale évaluée les ovins représentent 38,6%, les caprins 31,3%, les bovins 25,5%, les camélins 2,6%, les asins 1,8% et les équins 0,2%.

Le déficit fourrager et les fortes pluies couplées ou non aux inondations ont été les principaux fléaux qui ont affecté les espèces animales en entraînant respectivement la mort de 63,26% de bétail (soit 3 068 763 têtes). Les départements à vocation pastorale ont perdu plus de 25% de leur cheptel.

7.2 Recommandations

Au terme de cette étude et dans le souci d'apporter une réponse appropriée aux effets de la crise dans la zone affectée les principales recommandations s'articulent autour des:

7.2.1 Actions d'urgence et d'atténuation

Conformément aux desiderata des communautés enquêtées, les actions d'urgence et/ou d'atténuation en cas de crise doivent porter sur :

- L'organisation des opérations de cash transfert dans l'immédiat en vue de soulager les ménages pastoraux les plus affectées ;
- La distribution gratuite de vivres (généralisées ou ciblées) ;
- La réalisation des actions de complémentation nutritionnelle au profit des enfants malnutris et des femmes enceintes/allaitantes ;
- La promotion des cantines scolaires pour le maintien des enfants des pasteurs à l'école ;
- La mise en place des programmes d'appui à la reconstitution sociale du cheptel avec des espèces animales à cycle court d'abord (ovins, caprins), puis par la suite avec le gros bétail (bovins, camélins, asins),
- Le renforcement du dispositif de sécurisation de la santé animale à travers des actions de vaccination, de déparasitage et de distribution des compléments vitaminiques au reliquat du cheptel ;
- La vente des céréales et des aliments bétail à prix modérés au niveau de la zone ;
- La réalisation des actions d'intérêt commun (récupération des terres, ouverture des bandes de pare-feux, sur-creusage des mares, ... contre le cash, food ou les animaux) au niveau de la zone au profit des ménages sinistrés ;
- Etc.

7.2.2 Actions post-urgence ou de réhabilitation

- Renforcer les capacités des ménages pastoraux à prévenir et à faire face aux crises grâce à la mise en œuvre d'activités appropriées (soutien aux stratégies d'approvisionnement céréalier, facilitation de l'accès au crédit, mise en place de systèmes communautaires d'alerte précoce, etc.) ;
- Améliorer les pratiques d'élevage grâce à la réalisation d'actions de protection sanitaire des animaux, de promotion de l'utilisation des techniques nouvelles d'élevage (adoption des paquets techniques) ;
- Généraliser la mise en place des banques céréalieres communautaires (BCC) dans les zones à déficit céréalier structurel et/ou enclavées comme moyen de lutte contre l'insécurité alimentaire des ménages (accès physique aux vivres) ;
- Renforcer la capacité d'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle des acteurs du dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires à différents niveaux ;
- Renforcer les performances du système de suivi-évaluation des actions dans une perspective de suivi des impacts et des changements ;

- Améliorer les outils de gestion et de réponses aux crises : restructurer le SAP, la CCA et la HASA en vue de créer un organe unique qui prennent en compte la dimension pastorale de la sécurité alimentaire ;
- Mettre en place un dispositif de surveillance active de la sécurité alimentaire dans la zone pastorale,
- Conduire une enquête sur la productivité du cheptel des ruminants en vue de réactualiser les paramètres de production et de reproduction des espèces animales élevées.

7.2.3 Actions de prévention

• Améliorer l'environnement des productions

- La sécurisation et aménagement des enclaves et espaces pastoraux (récupération des terres dégradées, ensemencement des parcours, reboisement avec arbustes fourragers adaptés, lutte contre les espèces envahissantes, balisage des couloirs et aires de pâture) ;
- La mise en place des infrastructures d'appui à la protection sanitaire du cheptel (parc de vaccination, case de santé vétérinaire, dépôts de médicaments vétérinaires, encadrement technique) ;
- La création et la réhabilitation des points d'eau pastoraux (puits, forage/station de pompage, aménagement des mares) ;
- La sensibilisation sur la bonne gestion des parcours et la préservation des ressources naturelles à travers la popularisation et l'application des textes législatifs et réglementaires en la matière ;
- La sensibilisation des éleveurs sur le déstockage stratégique et l'élaboration d'une stratégie viable et durable sur la commercialisation des produits de l'élevage,
- La sensibilisation des éleveurs sur le changement de stratégie sur la mobilité et les effets du changement climatique sur la pratique de l'élevage ;
- Le développement des techniques et technologies simples de collecte, transformation et de conservation de surplus de fourrage en années excédentaires ;
- etc.

• Améliorer la maîtrise de la santé animale

- L'organisation des campagnes de vaccination et de déparasitage gratuite,
- La promotion des services vétérinaires de proximité ;
- La diffusion des intrants vétérinaires et zootecniques ;
- La formation et encadrement des éleveurs sur les techniques des soins primaires.

• Favoriser l'accroissement et la diversification des productions animales

- L'installation d'éleveurs modernes par le développement de petites unités d'exploitation familiale ;
- La caractérisation des espèces animales et l'amélioration génétique des races locales ;
- La promotion d'une meilleure exploitation du cheptel ;
- La valorisation et la diversification des technologies innovantes de transformation et conservation des produits et sous produits animaux.

• Mettre en œuvre des actions sociales dans les zones pastorales et agropastorales.

Il s'agit entre autres de :

- Renforcer la mise en place des banques céréalieres, des banques d'aliment bétail et autres intrants zootecniques et vétérinaires. Il faudra renforcer la capacité en gestion des gestionnaires et organiser ces unités d'utilité publique en réseau national afin de les rendre durable ;
- Favoriser le micro crédits et le développement des AGR ;
- Créer ou réhabiliter les infrastructures de santé publique et équipement (CSI, Case de santé, Ambulance, médicaments) ;
- Réhabiliter et/ou créer et équiper les écoles (classes, centre alphabétisation, centre handicapé, école nomade dotée de cantine scolaire) ;
- Réhabiliter et/ou créer les points d'eaux villageois (puits, MAEP) ;
- Alléger la souffrance des femmes à travers l'installation des moulins à grains.

• Renforcer la qualité et l'efficacité de l'encadrement par la mise en spécialisation des agents et la revalorisation de la fonction de service vétérinaire.

- Rendre disponibles, accessibles et exploitables par les éleveurs les informations produites par le Système d'Alerte Précoce (SAP) et favoriser l'intégration de paramètres spécifiques au pastoralisme dans le dispositif du SAP



REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

EVALUATION RAPIDE DE L'IMPACT DE LA CRISE PASTORALE 2009-2010 SUR LA DÉCAPITALISATION DU CHEPTEL ET SUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES POPULATIONS PASTORALES ET AGRO-PASTORALES DU NIGER

RÉSUMÉ



Juin 2011



Oxfam



1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

Au Niger, la campagne agropastorale 2009-2010, a été caractérisée par un déficit fourrager jamais égalé au niveau de toutes les régions du pays. Cette situation a entraîné en 2010 une crise pastorale sévère, face à laquelle des initiatives pour l'atténuation de ses effets ont été pensées et mises en œuvre. En plus, de l'importance du déficit fourrager, la réaction tardive des autorités pour juguler la crise ainsi que l'installation tardive de la saison des pluies en zone pastorale, ont aggravé la situation avec des pertes énormes du capital bétail. Prenant en compte de cette douloureuse expérience l'Etat du Niger à travers le Ministère en charge de l'Elevage et ses partenaires au développement ont initié la présente étude afin de faire une évaluation rapide de l'impact de cette crise sur le monde pastoral et agropastoral.

Il s'agira de faire un état de lieu de la situation pastorale (pertes d'animaux, profil des ménages affectés, stratégies d'adaptation ou de gestion de crise adoptées par les pasteurs et agropasteurs, etc.) dans un premier temps et, puis dans un second temps, de proposer des actions à même d'atténuer les effets de la présente catastrophe mais aussi et surtout de proposer des actions à même de minimiser les effets des crises similaires dans le futur. L'exercice a consisté à collecter et à analyser des informations qualitatives et quantitatives auprès des ménages sinistrés au niveau des sites retenus. Le présent document fait l'économie des principaux résultats inhérents à l'étude.

2 OBJECTIFS

L'objectif global vise à conduire une évaluation rapide des pertes de bétail et de leur impact sur les moyens de subsistance des ménages pastoraux et agropastoraux affectés par la crise pastorale et les inondations en vue de proposer des actions de réhabilitation et de développement.

De façon spécifique, l'étude envisage de :

- évaluer les pertes en bétail dues au déficit fourrager, aux maladies et aux inondations dans les zones affectées;
- expliquer l'impact du choc sur les moyens de subsistance des ménages pastoraux, illustrer dans quelle mesure la crise pastorale de 2010 a pu affecter et continuera d'affecter la sécurité alimentaire des ménages pastoraux ;
- établir le profil des ménages pastoraux et agro-pastoraux affectés, estimer le nombre de ménages pastoraux affectés et leur localisation ;
- proposer des réponses de réhabilitation et de développement.

3 RESULTATS ATTENDUS

- Les pertes de bétail enregistrées sont évaluées et les sites concernés sont identifiés;
- L'impact de la crise de 2010 sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des ménages pastoraux et agro-pastoraux est évalué ;
- Le profil des ménages pastoraux et agro-pastoraux affectés est établi;
- Les actions de réhabilitation et de développement sont proposées.

4 METHODOLOGIE

L'étude a été circonscrite au niveau des quatorze (14) départements à vocation pastorale et agropastorale (N'Guigmi, Diffa, Mainé Soroa, Gouré, Tanout, Tchirozérine, Dakoro, Abalak, Tchintabaraden, Doutchi, Filingué, Ouallam, Téra, Tillabéri) ayant connu à des degrés divers des pertes en bétail lors de la crise d'avril à septembre 2010. La méthodologie adoptée pour la mise en œuvre des activités de l'étude comportait quatre étapes à savoir:

- La phase de collecte d'informations secondaires à travers la documentation et les réunions d'échanges avec différents acteurs (représentants des services déconcentrés de l'Etat, ONG, associations d'éleveurs, éleveurs sinistrés, représentants des chefferies traditionnelles et personnes ressources) de la zone d'étude ;
- La phase d'élaboration des outils de collecte des données et d'échantillonnage ; ce

6.2 Pertes d'animaux enregistrées d'avril à septembre 2010

6.2.1 Causes des pertes d'animaux

En effet, l'insuffisance voire le manque du fourrage a affecté les principales espèces animales élevées au Niger entraînant de facto l'affaiblissement des animaux qui est un facteur favorisant la réapparition de cas de maladies telluriques. Par ailleurs la forte concentration des animaux, l'ensoleillement, l'épuisement suite aux longues marches à la recherche de l'eau et du pâturage ont favorisé les fortes mortalités enregistrées suite aux premières grandes pluies de juin-juillet 2010. En zone agricole, les inondations enregistrées ont entraîné des pertes d'animaux et l'effondrement des habitations avec des milliers des personnes sinistrées.

dernier s'est appuyé sur les points de concentration et/ou des zones de dénombrement utilisés par la base de sondage du RGAC amendée avec la liste des sites recensés lors de la phase de collecte d'informations secondaires. La taille de l'échantillon est de 2 492 ménages répartis au niveau de 180 sites. Au premier degré il a été tiré des sites/terroirs d'attaches à l'aide d'un tirage aléatoire simple et au second degré il a été tiré de façon systématique 15 ménages pastoraux et agropastoraux par site ;

- La phase de formation des enquêteurs des superviseurs départementaux suivie de la collecte des données au niveau de 2492 ménages répartis à travers 180 sites tirés dans la zone d'étude ;
- La phase de saisie, apurement et analyse des données (logiciels utilisés : CSpro, Excell et SPSS),

5 LIMITES DE L'ENQUETE

L'étude n'a concerné que les 14 départements des zones agropastorales et pastorales qui totalisent environ 53% du cheptel national. En raison de l'insécurité résiduelle au niveau des régions d'Agadez et de Tillabéri, certains sites situés en zone pastorale de ces entités ont été évités malgré la pertinence des informations qui pourraient être collectées.

6 RESULTATS DE L'ETUDE

6.1 Sites affectés et caractéristiques socio économiques des ménages dans la zone d'étude
Au total 1019 sites ont été inventoriés au niveau des 14 départements retenus pour l'évaluation rapide de l'impact de la crise pastorale.

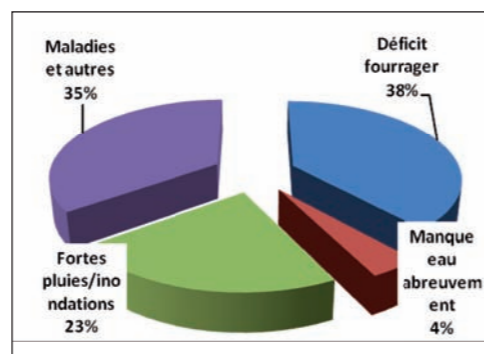
La zone d'étude compte 3 777 847 habitants répartis dans 593 002 ménages soit une moyenne de 6,7 personnes par ménages. Environ 86,7% des ménages sont dirigés par des hommes contre 13,3% par les femmes. L'importance numérique des ménages de la zone d'étude est variable d'une zone agro écologique à l'autre et d'une ethnie à l'autre. Ainsi, 59,55% des ménages sont situés en zone pastorale contre 34,06 et 6,3% respectivement pour les zones agropastorale et agricole. De même les ménages des pasteurs touaregs et peulhs représentent plus de 60% des 2492 ménages enquêtés.

Cependant, un faible taux de scolarisation formelle et informelle des chefs des ménages avec 46,6% d'instruits contre 54,4% d'analphabètes. Chez les instruits, l'instruction coranique représente 35,3% contre seulement 7,9% des chefs des ménages enquêtés pour l'école dite moderne. Les faibles taux sont enregistrés essentiellement chez les ménages pasteurs (peulhs et touareg).

L'élevage constitue la principale activité économique de la zone d'étude puisqu'il occupe 59% des ménages enquêtés, contre 26% et 8% respectivement pour les ménages agropasteurs et agricole (production végétale). En mars 2010, Le cheptel de la zone d'étude était estimé à 20 178 422 têtes de bétail (toutes espèces confondues : bovins, ovins, caprins, camélins asins et équins) soit 53% du cheptel national. Cependant, ce cheptel est inégalement réparti entre les ménages de la zone chez lesquels la composition et la taille du troupeau est variable d'une communauté à une autre.

Ainsi au moment de l'enquête, la taille moyenne du troupeau au niveau de la zone a été évaluée à 15,5 UBT alors que la taille moyenne du troupeau minimum vital a été estimée à 23,4 UBT. La taille moyenne est variable en fonction de l'ethnie et des départements ; elle était de 38,2 UBT (Unité de Bétail Tropical) pour les ménages arabes contre 24,8 pour les peulhs, 17,1 pour les Toubou et 13,1 pour les touareg ; les autres communautés ont entre 5,2 et 9,5 UBT par ménage.

La conduite de l'élevage repose essentiellement sur un mode extensif. Dans ce modèle traditionnel de conduite, la mobilité occupe une place de choix à travers le nomadisme (59%) et la transhumance (25%) que pratiquent les pasteurs touareg et peulhs.



Le déficit fourrager et/ou le manque de points d'eau ont amené les éleveurs à effectuer des mouvements migratoires inhabituels vers des zones souvent redoutées pour leur insécurité.

Les éleveurs qui font de l'élevage une activité économique et non un mode de vie ont déployé des moyens importants et des stratégies pour l'achat et l'acheminement de l'eau, du fourrage et des aliments complémentaires (son de blé et tourteau de grains de coton) pour sauver leurs animaux.

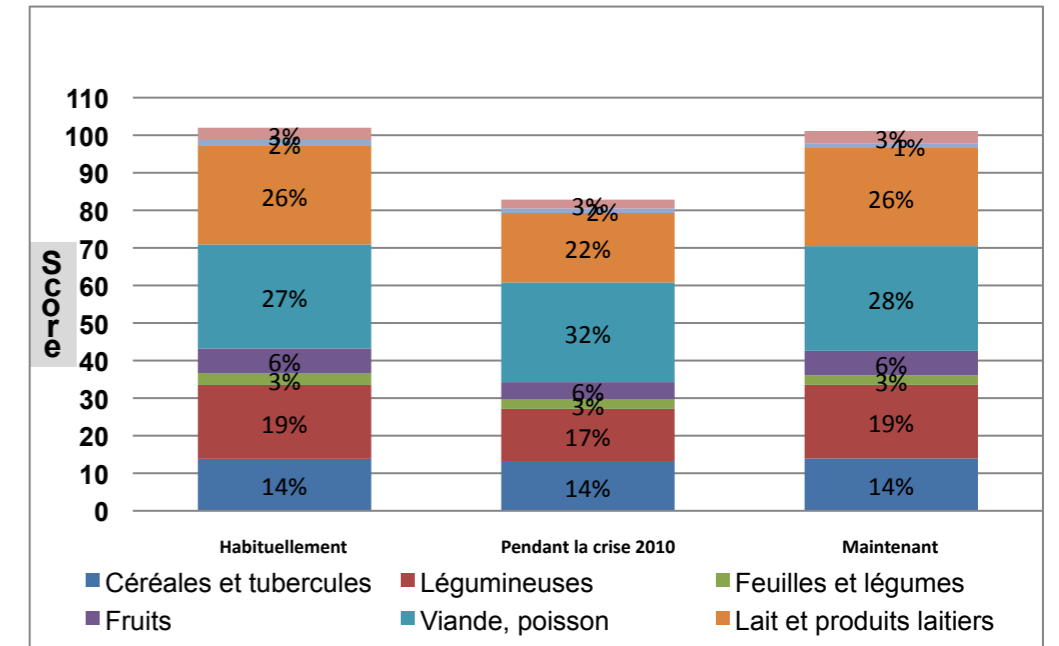
La mévente des animaux maigres, a contraint les éleveurs et les agro éleveurs à sélectionner et à mettre sur les marchés les meilleurs sujets (mâles, femelles suitées et reproductrices en bon état d'embonpoint) avec comme conséquence la perturbation dans la pratique de sélection des races animales (perte du noyau reproducteur). Cependant, la détérioration des termes de l'échange en défaveur des détenteurs des animaux a fait que les quantités acquises n'arrivaient pas toujours à couvrir le besoin du ménage et du cheptel en détresse : il faut vendre deux à trois bovins cachectiques pour acquérir un sac de 100 kg de mil. Certains bouviers/bergers désespérés se sont déplacés vers les pays voisins (Mali, Nigeria, etc.) où ils ont été confrontés souvent aux problèmes de la pâture payante en nature (3 à 5 têtes de bovins pour avoir l'autorisation de faire paître le troupeau) et aux raquettes des bandits. La crise a aussi ravivé les problèmes récurrents de cohabitation inter communautaire liés à l'accès et à l'utilisation des ressources naturelles.

L'impact économique de la crise pastorale au niveau de la zone d'étude a été évalué à 417 952 966 459 de FCFA (soit 637165190 Euros). Cela représente à n'en point douter un manque pour les éleveurs, les collectivités décentralisées et l'Etat.

En outre, la crise a profondément modifié les mœurs et le comportement alimentaire des agropasteurs et des pasteurs. C'est ainsi que plusieurs stratégies de gestion de crise ont été adoptées pendant et après la période d'avril à septembre 2010.

Figure 7 :

Score de cosommation alimentaire des pasteurs et agropasteurs et composition par groupe d'aliments avant et après la crise 2009-2010



6.6 Stratégies de gestion de la crise

Les ménages ont utilisé diverses stratégies pour s'adapter à la crise pastorale. Les stratégies liées au changement de régime alimentaire et celles de rationnement des stocks ont été les plus adoptées par les ménages. Ces stratégies sont variables d'un ménage à l'autre et d'une ethnie à l'autre.

Tableau 8: Stratégie d'adaptation à la crise chez les agriculteurs

Stratégie adoptée	Taux d'adoption (%)
Exode	42,2
Achat des céréales	32,9
Ramassage et vente de paille	16,2
Entraide sociale	13,3
Petit commerce et vente des produits artisanaux	9,2
Culture de contre saison	8,1
Fabrication et vente des briques	4,6

Tableau 9: Stratégie d'adaptation à la crise chez les pasteurs et agropasteurs

Stratégies adoptées	Taux d'adoption (%)
Achat et stockage d'aliment bétail	92,5
Vente des animaux et déstockage stratégique	93,6
Mobilité à la recherche de fourrage	37,0
Main d'œuvre (ouvrier agricole, non agricole et convoyage des animaux)	32,9
Emondage des ligneux	16,8
Vente de bois de chauffe	13,3
Reconversion (vol, mendicité, retour à la terre)	2,3

Tableau 7: Ampleur de la décapitalisation en fonction des espèces

Espèce	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	Asin	Equin	Total décapitalisation	Effectifs mars 2010	% Perte globale
Tchirozérine	39 263	290 185	133 848	2 105	13 581	280	479 262	1 361 289	35,21
Diffa	65 098	39 172	49 353	3 525	3 094	323	160 565	1 298 936	12,36
Maine-Soroa	121 330	74 301	76 175	8 055	4 366	570	284 797	1 269 587	22,43
N'Guigmi	152 714	153 485	179 714	55 007	22 608	125	564 653	1 171 456	48,20
Dogondoutchi	16 414	108 975	78 674	645	865	309	206 882	1 060 911	19,50
Dakoro	28 409	59 315	27 554	2 489	3 100	255	121 122	1 523 980	7,95
Abalak	145 005	113 322	103 980	17 478	7 741	791	388 317	1 920 715	20,22
Tchintabaraden	45 276	264 605	182 861	3 304	6 820	312	504 178	1 313 631	38,38
Tillabéri	36 712	48 219	44 053	475	2 742	53	132 254	463 682	28,52
Filingué	18 860	35 646	16 527	2 119	2 335	49	75 536	923 501	8,18
Ouallam	26 086	55 418	26 071	1 235	3 282	96	112 188	1 064 178	10,54
Téra	111 162	101 173	79 371	368	4 515	1	296 590	1 863 886	15,91
Gouré	231 306	276 769	282 490	30 415	11 774	151	833 905	2 909 661	28,66
Tanout	198 945	250 240	238 419	524	2 439	225	690 792	2 033 009	33,98
Total	1 236 580	1 870 825	1 519 090	127 744	89 262	7 540	4 851 041	20 178 422	24,04
% par espèce dans la perte globale	25,5	38,6	31,3	2,6	1,8	0,2	100,0		

6.4 Profils des ménages affectés

Catégorie de ménages ayant :	% Perte par inanition	% Déstockage	Total
0 à 25 têtes	62,6	35,2	97,8
26 à 50 têtes	25,0	4,9	29,9
Plus de 50 têtes	17,7	2,3	20

Toutes les catégories des ménages ont été affectées par la crise à des degrés divers. Les ménages ayant entre zéro et 25 têtes ont perdu plus de 90% de leur capital bétail contre seulement 20% chez les grands propriétaires. Les ménages les plus nantis ont mobilisé d'importantes ressources pour l'achat et l'acheminement de l'eau, du fourrage et compléments (son de blé et tourteau de grains de coton) jusqu'aux campements de leurs bergers. Faisant face à la mévente des animaux maigres, ils ont été contraints à sélectionner et à mettre sur les marchés les meilleurs sujets (mâles, femelles suitées et reproductrices en bon état d'embonpoint). Les recettes des ventes d'animaux avaient servi à l'achat des aliments bétail dont les quantités acquises n'arrivaient toujours pas à couvrir le besoin du cheptel en détresse. En outre, ces ménages faisaient également face au manque de bien de consommation commun (céréales et le lait) dont les prix étaient hors de portée des consommateurs qu'ils sont : il faut vendre deux à trois bovins pour acquérir un sac de 100 kg de mil. Environ 88,97% des animaux perdus durant la crise appartenaient aux ménages dirigés par des hommes contre 11,03% à ceux ayant comme femme chef de ménage.

En se basant sur la taille et la composition des troupeaux, on peut affirmer que la mortalité des bovins a affecté plus les ménages peulhs alors que celle des petits ruminants (ovins + caprins) et des dromadaires concernait les ménages arabes et touareg. De plus, les mortalités ont été plus enregistrées chez les ménages qui pratiquent la transhumance et le nomadisme dans la zone pastorale du fait du manque du fourrage, des déplacements à la recherche du pâturage, de l'eau d'abreuvement, de l'ensoleillement et des fortes pluies qui se sont abattues sur des animaux faméliques et épuisés.

6.5 Impact de la crise sur les ménages pastoraux et agropastoraux

Les déficits céréaliers et fourragers ont modifié considérablement les modes de conduite de troupeau et de vie des ménages à travers le changement de comportement alimentaire et l'adoption des stratégies nouvelles de survie souvent dégradantes.

6.2.2. Pertes directes

- Mortalité du bétail par inanition

Le déficit fourrager (inanition) a entraîné la mortalité de 2 725 427 têtes de bétail toutes espèces confondues soit 13,51% de l'effectif total du cheptel de la zone d'étude.

Tableau 1: Mortalité due au déficit fourrager en fonction de l'espèce et de l'ethnie du chef de ménage

Ethnies	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	Asin	Equin	Total	% par ethnie
Touareg	308998	609903	552900	28266	14970	2520	1517557	55,68
Toubou	16676	31891	32603	2851	646	382	85049	3,12
Kanuri	20733	19960	17287	147	276	124	58526	2,15
Haoussa	20207	27914	29736	101	417	279	78653	2,89
Djerma/Sonraï	20357	36431	24676	232	203	10	81909	3,01
Arabe	23512	48437	39096	2325	385	248	114003	4,18
Gourmantché	11305	12606	16839	62	109	31	40953	1,50
Peuhl	317937	233929	187912	1550	6323	1126	748777	27,47
Total	739725	1021070	901048	35534	23330	4720	2725427	100,00

Les Départements de Tchintabaraden, Tanout et Nguigmi sont les plus touchés avec respectivement 24,29%, 21,87 et 21,37% de l'effectif de leur cheptel perdu toutes espèces confondues. Les espèces ovines, caprines et bovines ont été les plus affectées avec des proportions de 37,48%, 33,06% et 27,14% par rapport à la perte totale par inanition. Les taux de mortalité varie de 0,45% pour les équins à 18,31% pour les ovins au niveau de la zone d'étude (tableau 2).

Tableau 2: Mortalité due au déficit fourrager en fonction de l'espèce et du département

Espèce	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	Asin	Equin	Total	% animaux morts par perte totale inanition département	% animaux morts par rapport effectif département
Tchirozérine	17 450	99 429	63 888	1 311	2 734	257	185 069	6,79	13,60
Diffa	41 464	25 677	31 435	2 270	1 245	153	102 244	3,75	7,87
Mainé-Soroa	76 547	47 256	47 657	5 502	1 729	0	178 691	6,56	14,07
N'Guigmi	92 263	69 226	81 056	4 176	2 442	507	249 670	9,16	21,31
Dogondoutchi	7 905	24 294	22 756	469	588	843	56 855	2,09	5,36
Dakoro	14 243	43 359	46 276	1 564	2 318	174	107 934	3,96	7,08
Abalak	88 058	66 417	59 794	11 229	1 556	403	227 457	8,35	11,84
Tchintabaraden	28 066	168 433	117 561	2 058	1 598	1 312	319 028	11,71	24,29
Tillabéri	19 902	26 605	19 608	135	1 356	53	67 659	2,48	14,59
Filingué	7 985	28 998	9 841	1 021	1 053	32	48 930	1,80	5,30
Ouallam	18 387	38 424	16 243	610	2 002	96	75 762	2,78	7,12
Téra	51 240	64 778	54 124	246	2 082	0	172 470	6,33	9,25
Gouré	140 961	162 359	179 094	4 614	1 309	743	489 080	17,95	16,81
Tanout	135 254	155 815	151 715	329	1 318	147	444 578	16,31	21,87
Total	739 725	1 021 070	901 048	35 534	23 330	4 720	2 725 427	100	13,51
Proportion d'animaux morts par rapport à la mortalité totale due à l'inanition	27,14	37,46	33,06	1,30	0,86	0,17	100		
Proportion d'animaux morts par rapport à l'effectif du cheptel par espèce	14,25	18,31	13,35	2,44	13,85	0,45			

Mortalité du bétail par inondation et /ou fortes pluies

Les inondations couplées aux fortes pluies ont occasionné la perte de 343 336 têtes toutes espèces confondues soit 1,7% du cheptel de la zone d'étude (tableau 3). En effet, les fortes précipitations enregistrées en juin-juillet 2010 ont été fatales pour des animaux déjà affaiblis par de longues marches à la recherche du fourrage et d'eau d'abreuvement.

Tableau 3: Mortalité par inondation/fortes pluies en fonction de l'espèce et des départements

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Camelins	Equins+Asins	Total têtes
Tchirozérine	28 060	115 189	13 546	46	7008	163 849
Diffa	0	0	0	0	0	0
Mainé-Soroa	1 153	1821	1354	0	20	4 348
N'Guigmi	0	0	0	0	0	0
Dogondoutchi	4 004	6 635	5847	0	2	16488
Dakoro	6 048	27 569	0	34	1500	3 5151
Abalak	6 756	11 898	11815	37	898	31 404
Tchintabaraden	1 213	5 208	0	107	325	6 853
Tillabéri	5 800	6 450	13600	210	635	26 695
Filingué	1 156	1 520	1076	0	0	3 752
Ouallam	558	8 173	570	38	171	9 510
Téra	22	173	139	0	0	334
Gouré	9 999	25 859	1316	273	336	37 783
Tanout	947	5 614	230	7	371	7 169
Total	65 716	216 109	49493	752	11266	343 336

Source : CSR/PGCA et Directions départementales de l'Elevage

6.2.3 Pertes indirectes

En plus de pertes directes, les ménages ont enregistré des pertes indirectes liées aux vols et égarement des animaux, perte de poids, avortements, baisses de fécondité et de la production de lait. En effet, même si en année normale on enregistre les vols, l'égarement des animaux et les mortalités, le déficit fourrager aurait amplifié certainement leur incidence durant la crise pastorale 2010 (tableau 4).

La crise a contribué au développement des maladies telluriques ce qui pourrait se traduire par une augmentation du taux de mortalité comparativement aux années normales. Les ovins suivis des caprins et des bovins ont été les plus affectés. Cependant, l'ampleur de la perte liée au vol, égarement et maladies est variable d'un département à l'autre.

Tableau 4: Pertes indirectes (Maladies, vol, égarement et autres) en fonction de l'espèce et de département

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Camelins	Asins	Equins	Total têtes
Tchirozérine	22 918	9 761	8 357	172	881	23	42 112
Diffa	5 424	3 097	4 112	293	424	10	13 360
Mainé-Soroa	10 013	5 789	6 235	355	613	0	23 005
N'Guigmi	0	8 959	10 490	5405	3 207	66	28 127
Dogondoutchi	1 034	11 027	6 901	0	34	109	19 105
Dakoro	1 863	1 925	2 129	204	300	11	6 432
Abalak	11 519	8 034	7 429	1453	1 237	0	29 672
Tchintabaraden	3 672	21 280	14 986	267	1 125	0	41 330
Tillabéri	2 576	3 480	2 537	0	176	0	8 769
Filingué	1 033	1 177	1 288	58	136	4	3 696
Ouallam	0	1 200	2 125	0	259	0	3 584
Téra	6 313	8 473	3 490	28	144	0	18 448
Gouré	18 440	20 323	23 428	5972	2 370	96	70 629
Tanout	8 721	20 383	19 846	43	172	18	49 183
Total	93 525	124 908	113 351	14250	11 076	337	357 447

6.2.4 Pertes liées aux ventes forcées

Bien que la perte de poids soit une donnée normale entre mars et juillet de chaque année chez les animaux élevés sur parcours naturels dans les pays sahéliers, il n'en demeure pas moins que la gravité du déficit de la campagne 2009-2010 ait entraîné un marasme physiologique qui a contribué de façon significative à la diminution de la valeur marchande (vente à vil prix) des animaux et qui a obligé les ménages à procéder au déstockage volontaire et/ou forcé du bétail (tableau 5). Ainsi au cours de la crise, on a constaté que les différents déstockages ont été plus observés au niveau des ménages touareg et peulh avec respectivement un taux de 50 et 30% (tableau 6).

Tableau 5: Perte par vente à vil prix et au déstockage par départements

Espèce	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	Asin	Equin	Total
Tchirozérine	75 048	31 965	28 057	576	2 958	0	138 604
Diffa	18 210	10 398	13 806	962	1 425	161	44 962
Mainé-Soroa	33 617	19 435	20 929	2198	2 004	570	78 753
N'Guigmi	60 451	75 300	88 168	45427	26 959	552	296 857
Dogondoutchi	3 471	37 019	23 168	176	241	357	64 432
Dakoro	6 255	6 462	7 148	687	982	70	21 604
Abalak	38 672	26 973	24 942	4759	4 050	388	99 784
Tchintabaraden	12 325	69 684	50 312	872	3 776	0	136 969
Tillabéri	8 434	11 684	8 309	130	575	0	29 132
Filingué	8 686	3 951	4 322	1040	1 146	14	19 159
Ouallam	7 141	7 621	7 133	587	848	0	23 330
Téra	53 587	27 749	21 618	94	2 289	0	105 337
Gouré	61 906	68 228	78 652	19556	7 759	315	236 416
Tanout	54 023	68 428	66 628	145	578	60	189 862
Total	441 825	464 899	443 192	77208	55 590	2 486	1 485 200

Tableau 6 : Perte par vente à vil prix et au déstockage en fonction de l'espèce et de l'ethnie du chef de ménage

Ethnie	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	Asin	Equin	Total	% par ethnie
Touareg	179129	250739	229999	54159	26772	888	741686	50
Toubou	7400	18986	23951	8755	1512	89	60692	4
Kanuri	16076	12149	12695	445	623	89	42077	3
Haoussa	12503	14980	19171	297	1245	355	48551	3
Djerma/Sonraï	17798	27042	27035	1039	2935	0	75849	5
Arabe	10462	26955	12232	6727	1690	266	58332	4
Gourmantché	8421	2526	2930	49	0	0	13925	1
Peuhl	190037	111522	115180	5737	20813	799	444088	30
Total	441825	464899	443192	77208	55590	2486	1485200	100

6.3 Ampleur de la décapitalisation du cheptel

En somme la décapitalisation du cheptel a concerné plus de 24% du cheptel de la zone. Le déficit fourrager et les inondations /fortes pluies constituent à eux seuls 63,26% (soit 3 068 763 têtes) de la perte globale du cheptel enregistrée au niveau de la zone d'étude. Les caprins et les camelins ont moins souffert que les ovins et les bovins du fait de leur rusticité et de leur comportement alimentaire (consommation des herbacées et des ligneux).

Figure 2: Ampleur de la décapitalisation en fonction de la cause

